

Romans-sur-Isère : Déménagement de la maison des syndicats, la FSU reçoit un soutien de poids !

À la demande de la section locale, Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, fera un détour par Romans, ce mardi 27 juin, pour parler de la défense de la maison des syndicats. Pour mémoire, les unions locales qui l'occupent sont invitées à déménager d'ici la fin de la semaine.

Par Fabrice Margaillan - Lundi 26/06/2023 - 19:35

Les membres de l'union locale de la FSU recevront, ce mardi 27 juin, un soutien de poids dans leur combat contre la municipalité, concernant la maison des syndicats, en la personne du secrétaire général de la FSU, Benoît Teste.

Pour mémoire, la municipalité a demandé en fin d'année dernière, aux unions locales CFDT, FO, CGT et FSU, de quitter les lieux, afin que « l'espace Georges Fillioud » soit mis à disposition du ministère de la Justice pour accueillir, à terme, le tribunal de commerce qui devra déménager de Fanal, promis à la démolition.

« Le cas de Romans n'est pas isolé. Il y a des attaques contre les bourses du travail dans plusieurs villes de France. Cette question est pour moi emblématique de la défense des travailleurs. Je serai dans la Drôme pour un congrès et j'ai évidemment accepté de faire un détour par Romans ; pour rencontrer les camarades et les assurer de mon soutien pour qu'ils ne se sentent pas abandonnés dans leur lutte », expliquait, ce lundi soir 26 juin, par téléphone le patron de la FSU.

Pour lui, des lieux comme la maison des syndicats remplissent une mission de service public.

« Il faut des lieux centraux pour que les citoyens, qu'ils soient travailleurs ou chômeurs, puissent avoir accès à des informations et à des conseils, qu'ils ne trouveront pas dans leur entreprise ou leur collectivité. Et il est normal que cela soit financé par les collectivités. »



Il y a une crise de la représentativité, tant politique que syndicale, en France

Interrogé sur un des arguments de la municipalité pour justifier le déménagement dans les locaux plus petits, à savoir l'érosion des effectifs des syndicats, il estime qu'il n'est pas recevable.

« C'est quasiment un chiffon rouge que le maire agite. Est-ce qu'on baisse les subventions aux partis politiques, parce qu'il y a moins de parti-

cipations aux élections et moins de militants ? Non ! Et je trouve ça normal. Je trouverais, au contraire, qu'il faudrait augmenter les subventions aux partis et aux syndicats, pour qu'ils puissent mieux travailler. Il y a en effet un problème de syndicalisation en France et d'abstention à toutes les formes d'élections qu'elles soient professionnelles ou autres. Je pense qu'il y a une vraie crise de la représentativité en France qui s'applique tant au personnel politique, qu'aux représentants syndicaux. On peut l'expliquer par plusieurs phénomènes comme la montée de l'individualisme, mais aussi une responsabilité des politiques, comme des syndicats qui se sont enfermés dans des habitudes. Certaines personnes ne votent plus, parce qu'ils nous perçoivent comme trop politiques parfois, ou trop corporatistes à d'autres moments. À nous de nous remettre en question, tout en continuant à assurer cette mission de service public d'information et de défense des travailleurs. »

Quant au fait de devoir assumer les charges des locaux, il admet que cet usage est entré dans les mœurs des syndicats.

« Franchement, si demain on devait partout payer nos charges, cela nous étranglerait et cela deviendrait compliqué de continuer nos actions syndicales. »

* * * * *